



XAVIER RAUFER

DAECH, LE RETOUR...

Changements dans la stratégie terroriste de l'Etat islamique, formation des nouvelles équipes, cibles visées, calendrier... après une plongée dans le monde du renseignement, le criminologue Xavier Raufier n'a pas que des bonnes nouvelles. Entretien exclusif.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS



Que se passe-t-il à la Commission de Bruxelles en matière de lutte antiterroriste ?

Xavier Raufier – En trente ans de carrière, je n'ai jamais vu telle asthénie : il ne se passe rien ! Dans les sommets de l'administration européenne, on me décrit une Commission tétanisée face à la vague des migrants

qui déferle sur l'Europe, comme face aux frappes terroristes, ne sachant au fond pas ce qu'elle veut et incapable de décisions franches : la politique du chien crevé au fil de l'eau... Lorsque certains directeurs rappellent les risques

en matière de crime ou de terrorisme, ils se heurtent à des réactions suffoquées, du type « *Mais non, ce sont des réfugiés en détresse, vous n'y pensez pas...* ».

D'autres sources, présentes aux frontières de l'Europe, font état d'un spectacle consternant qu'on peut presque contempler à la jumelle de l'île grecque de Leros. En face, sur les côtes turques, des embarcations attendent des centaines de migrants à destination de la Grèce – ce, malgré les promesses d'Erdogan d'un contrôle de ses frontières. Or, d'évidence, il y a dans ces cargaisons des terroristes infiltrés. Pire encore : les autorités grecques n'enregistrent même pas un réfugié sur dix, pour contourner les accords de Dublin contraignant le premier pays d'accueil à héberger les réfugiés sur son sol. On les laisse donc filer vers les Balkans, puis vers l'Europe →

→ occidentale. Les Turcs se fichent clairement de nous en laissant ces migrants s'installer sur leurs plages pour embarquer sur des Zodiac. Quant aux Grecs, ils n'en enregistrent en fait que le minimum crédible, laissant la patate chaude à d'autres pays. Ici, la situation est alarmante car, sur les réseaux sociaux, l'Etat islamique s'est vanté en septembre dernier d'avoir infiltré 4 000 combattants en Europe lors de la grande migration de l'été. C'est bien sûr une vantardise, mais même en divisant le chiffre par 10 ou par 100, on a vu ce qu'une dizaine d'assassins, aidés d'une vingtaine de comparses, a accompli en novembre dernier à Paris. Quoi que fasse la France – sauf fermer sérieusement ses frontières, ce qui n'est à présent pas le cas –, nous voici dans un contexte où tout entre de partout. Le gouvernement le sait, car nos fort précis satellites d'espionnage militaire suivent ces migrants au fur et à mesure, depuis les côtes de l'Afrique ou de la Turquie.

A quel type d'actions faut-il s'attendre ?

En 2013-2014 l'Etat islamique envahit une partie de l'Irak puis s'installe en Syrie. Il favorisait à cette époque le combat dans son « califat ». Ses chefs estimaient que le vrai djihad et les authentiques guerriers étaient au Moyen-Orient ; ils négligeaient alors leurs partisans en Europe : tout au plus daignaient-ils leur accorder une sorte de parrainage moral... Or, brutalement, durant l'année 2015, les coups portés (notamment par la Russie de Poutine) commencent à sérieusement fragiliser l'EI : les milices chiites remontent du sud de l'Irak ; les Kurdes dévalent du nord de la Syrie, ce qui amorce une prise en tenaille. Dès lors, l'état-major de l'EI décide d'une nouvelle stratégie de frappes tous azimuts. Or cela, nos gouvernants et notre service intérieur ne l'ont pas perçu assez vite : cela s'est matérialisé en France par les attentats du 13 novembre. La volonté de l'Etat islamique est ici de desserrer l'étreinte en semant partout la mort. Un classique de l'histoire du terrorisme : dès lors qu'il perd ses bastions dans la péninsule arabique, Oussama Ben Laden abandonne le petit djihad (local) pour le grand djihad (mondial). Même stratégie pour l'EI en 2015-2016 : jusqu'alors imputables à des éléments locaux lui faisant allégeance, les attentats extérieurs sont désormais conçus centralement, au « califat », et des moudjahidines partent du Moyen-Orient pour frapper en Europe. La mauvaise nouvelle est que les risques à venir sont pires que ce que nous avons déjà vécu. Les services spéciaux de pays voisins de la France s'inquiètent de femmes ou d'enfants terroristes à l'entraînement sur le territoire de l'Etat islamique : sur d'horribles vidéos, on voit des gamins de 10 ans tirer à bout portant dans la tête de leurs victimes. Moins repérables que des commandos de jeunes hommes, de tels fanatiques juvéniles s'entraînent à présent à frapper les pays bombardant l'EI. Organisation géographique : les djihadistes tchéchènes iront prioritairement en Russie, les Maghrébins francophones en France, et les anglophones, Pakistanais ou autres, au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas ici d'hypothèses, mais de formels renseignements issus



GILLES LEIMDORFER

Xavier Raufer, docteur en géographie/géopolitique, enseigne au Cnam (Master de criminologie), aux universités Fudan (Shanghai) et George Mason (Washington DC).
Dernier ouvrage paru : « Cyber-criminologie », CNRS-Editions, 2015 (www.xavier-raufer.com).

Les attentats ex

de sources sises au sein du « califat ». L'Etat islamique ciblerait d'abord des réseaux de transports, gares, TGV, autoroutes, aéroports, ainsi que des centres commerciaux. Tels seraient les cibles visées dans les temps qui viennent.

Y a-t-il des informations sur les menaces à venir qui n'ont pas été révélées ?

D'abord ceci : pisté grâce à son téléphone, l'un des kamikazes du 13 novembre s'est rendu à Roissy la veille, sans doute pour des repérages, ce dont les responsables de la sécurité de la zone ont été tardivement prévenus. C'est d'autant plus grave que mes sources sont aussi informées, détails à l'appui, de ce que l'Etat islamique a désormais la capacité de préparer des attentats aériens type 11 Septembre, avec des pilotes syriens déserteurs.

Des attentats pouvant provenir de kamikazes, mais aussi de l'introduction d'explosifs dans des avions

de ligne. L'explosion en vol de l'Airbus A321 russe au départ de Charm el-Cheikh en octobre dernier était due à une bombe. Les officiels russes ont bien rejeté quelque temps la revendication de l'Etat islamique, mais les faits sont là. Dans l'histoire du transport aérien, on connaissait jusqu'alors trois cas analogues : le DC-10 d'UTA en 1989, le Boeing de la Pan Am à Lockerbie en 1988, et le vol 182 d'Air India qui explose en juin 1985 au-dessus de la mer d'Irlande. UTA et Lockerbie étaient imputables à des services spéciaux, sans doute libyens. L'explosion de l'Air India 182 était le fait de terroristes sikhs ayant alors accès à des ingénieurs, mécaniciens et techniciens de leur communauté. Hors de ce monde de high-tech sophistiqué, nul groupe terroriste n'avait jusqu'ici maîtrisé les techniques permettant l'introduction subreptice d'explosifs dans des avions. Le crash de l'avion russe au Sinaï, le 31 octobre, marque donc un saut qualitatif des plus inquiétants.

Qu'en est-il de l'enquête sur le 13 Novembre ?

Cinq survivants du commando sont encore dans la nature, peut-être près de la France, en Belgique ou en Allemagne. Parmi eux, le coordinateur de l'attaque, ainsi que l'artificier qui a fabriqué les ceintures d'explosifs. Certains ne sont pas même identifiés. Alors qu'au total les opérations du 13 novembre ont impliqué une trentaine de personnes, ni leur agitation des semaines durant ni même des actes clairement louches – par exemple lorsqu'un

Des femmes et des enfants sont à l'entraî

térieurs sont désormais conçus au "califat"

des frères Abdeslam achète des détonateurs dans le Val-d'Oise - n'ont été repérés à temps par le renseignement intérieur. Multiplier, comme on le fait depuis des semaines, les précisions rétrospectives sur ce qui est alors advenu, est futile : les services de renseignement sont là pour prévenir les attentats, non pour les narrer a posteriori.

Deux services au moins ont fourni au renseignement intérieur français des informations sur les liens que la défunte Hasna Aït Boulahcen entretenait avec son cousin Abdelhamid Abaaoud, acteur des attentats du 13 novembre et vraie star du djihad, figurant dans des vidéos de propagande de l'EI et dont le portrait, Coran en main pour montrer sa piété, illustre sa revue *Dabiq*. Que ces informations n'aient pas servi à temps a permis à Abaaoud d'arpenter l'Europe sans encombre durant plus de six mois : sur l'île de Leros pour réceptionner des compagnons de djihad, en Hongrie, Autriche, Angleterre, Italie, Belgique et évidemment en France. Pendant ce temps, à la veille même des attentats du 13 novembre le renseignement intérieur situait Abaaoud en Syrie, à Raqqa ! Ce n'est qu'après le massacre qu'on a connu son cheminement, a posteriori...

Faut-il remettre en cause l'appareil antiterroriste français ?

Les opérationnels de terrain sont admirables de courage, nombre d'entre eux n'ont pas pris un jour de repos depuis le 13 novembre, fêtes de fin d'année incluses. Pour autant, les structures lourdes, lentes, compliquées, morcelées, dans lesquelles ils travaillent ne permettent pas d'efficacité. C'est un millefeuille sur lequel on rajoute des couches sans jamais le simplifier. Entre le renseignement extérieur et le service intérieur, trouvé peu réactif, on recommence même à se chamailler. Il faudrait donc un système simple, rapide, proactif, dirigé par des cadres jeunes - qui, notons-le, sont déjà dans les services - ayant compris que l'ennemi, ce n'était plus de nobles chevaliers du salafisme genre Ben Laden, mais des racailles de cité islamisées et à quelle vitesse ! Or, depuis janvier 2015 et *Charlie Hebdo*, rien n'a changé dans les structures et les hommes. Tous ceux qui subissent désastre après désastre depuis Mohamed Merah en 2012 sont maintenus ou promus. Mon sentiment est que nos dirigeants politiques craignent que, s'ils déplacent une pièce du dispositif et qu'une semaine après survient un attentat, cela leur soit imputé. Au moins, en l'état actuel des choses, ce n'est pas leur faute. Ceux qui voient fonctionner le système ont ce mot terrible : « *Des lapins dans les phares !* »

La France et le Royaume-Uni sont dans le collimateur de Daech. Quid de l'Allemagne traumatisée par l'affaire de Cologne ?

Au moins, l'Allemagne n'est pas en première ligne, puisqu'elle ne bombarde pas le « califat ». Elle apparaît en revanche comme une terre d'asile du terrorisme, non seulement parce qu'elle accueille des réfugiés en

masse, mais aussi du fait que son organisation en Länder complique le passage rapide des informations sensibles du terrain au niveau fédéral. Souvenons-nous que les attentats du 11 Septembre furent planifiés à Hambourg. L'Allemagne est une zone de repli pour islamistes, lesquels, s'ils sont discrets, peuvent y être tranquilles pour préparer leurs méfaits. C'est préoccupant. Plus largement, ceux que j'ai vus soulignent que le problème capital de l'Union européenne est d'avoir perdu le contrôle de ses territoires. Personne n'a même fait mine de s'opposer à ce qu'un million et plus d'individus pénètrent dans l'Union européenne. Or, déjà, certains d'entre eux ont brutalisé des femmes allemandes et, à coup sûr, il y a des terroristes parmi eux tous. Car, ayant conquis une part de l'Irak et de la Syrie, l'Etat islamique a aisément pu récupérer dans des préfectures des passeports valides, voire vierges...

Tant au niveau de l'Union européenne, que britannique ou français, on ignore ainsi combien de moudjahidine ont pu être infiltrés en Europe. Question : quand on est incapable de s'opposer à l'intrusion d'un million d'individus, ou de repérer et neutraliser une icône islamiste du calibre d'Abdelhamid Abaaoud - qui pourtant arpente à son aise toute l'Europe - à quoi est-on bon ? La définition de Raymond Aron de la nation, valable aussi bien pour l'Union européenne que pour ses pays membres, est : « *Respecté à l'extérieur, en paix à l'intérieur* ». Là, on n'est ni respecté à l'extérieur ni en paix à l'intérieur.

Existe-t-il des courbes temporelles du terrorisme ?

Les experts que j'ai vus récemment ont repéré un rythme, en gros trimestriel. Supposant maintenant des allers-retours entre le Proche-Orient et l'Europe, les actions terroristes sont désormais moins spontanées, plus structurées. Et, pour les projets stratégiques, les moudjahidine parlent peu au téléphone. Ils ne s'expriment librement que dans l'action : comme ils vont mourir, ils jettent le portable dans une poubelle et surgissent au Bataclan. Stratégiquement donc, l'état-major de l'EI, installé en Irak et uniquement formé d'anciens officiers supérieurs de l'armée de Saddam Hussein, conçoit aujourd'hui tout nouveau plan à partir de retours d'expérience, comme on dit chez les militaires. D'où une latence de trois ou quatre mois entre deux attaques - peut-être moins, en cas d'effet d'aubaine ou d'opportunité. Dans les pays de la coalition dont les avions bombardent la zone de djihad, d'abord la France et la Grande-Bretagne, on entrera ainsi dans une période de danger dès la fin de l'hiver. Les experts songent à mars-avril 2016. Tels sont les faits - cela dit, si un jour j'ai de bonnes nouvelles, je vous les donnerai aussi !

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

nement sur le territoire de l'Etat islamique